Un nouveau billet sur le blog associé à Questions de classe(s) L'école des réac-publicains

« C'est, de fait, autour de la question de l'éducation que le sens de quelques mots – république, démocratie, égalité, société, a basculé. » Jacques Rancière, *La Haine de la démocratie*

Vers une éducation souverainement nationaliste…

Une fois n'est pas coutume, les Universités d'été de « Debout la France » qui se sont tenues le week-end dernier (29 et 30 août) à Yerres, ont réussi à faire parler d'elle…

En effet, nullement rancunier du fait que Dupon-Aignan lui préfère Marine Le Pen comme premier ministre (1), Jean-Pierre Chevènement était l'invité de marque de ces rencontres.

Et pour sceller cette alliance, quoi de mieux que le thème de l'école qui, depuis maintenant plus de trente ans, illustre et contribue au glissement d'une gauche dite « citoyenne » vers les rivages les plus droitiers du paysage politique français.

Consacrées à « l'École du mérite », il s'agissait bien évidemment de débattre – « Dans un contexte de démolition systématique de ses fondamentaux » – de la décadence de l'école qui « doit retrouver ses missions premières, à savoir l'apprentissage des savoirs fondamentaux, la lecture, l'écriture, et le calcul pour être être le premier vecteur de l'ascenseur social » (selon les documents préparatoire).

C'est, on l'a visiblement oublié, la question scolaire qui avait déjà réuni Jean-Pierre Chevènement et Nicolas Dupont-Aignan en 2004 lors du colloque contre les Instituts Universitaires de Formation des Maîtres organisé par Debout la République (devenue depuis Debout la France) et Vive la République à la Sorbonne. Plus près de nous, c'est avec Finkielkraut, Luc Ferry et François Bayrou que Jean-Pierre Chevènement a lancé une pétition en 2015 contre la réforme du collège…

On peut se demander si le dernier billet de Claude Lelièvre (Les fondamentaux et Chevènement) a été commenté lors de ce week-end. On y apprend en effet que le recul des fondamentaux dans l'enseignement primaire est bien un « mythe ». Une analyse qui mérite d'être diffusée :

Jusqu'en 1969, « en moyenne, 12 heures 54 doivent être consacrées au français et 4 heures 15 au calcul soit 17 heures 09 aux fondamentaux (57 % de l'ensemble des 30 heures hebdomadaires d'enseignement, en moyenne). »

En 1969, « l'horaire hebdomadaire passe de 30 heures à 27 heures (soit trois heures en moins). » Les « fondamentaux » passent alors à 55 % contre 57 % avant la réforme.

Et, en 1985, c'est-à-dire très exactement au moment où Jean-Pierre Chevènement est le plus « républicain » des ministres de l'Éducation, on passe à 54 % (arrêté du 15 mai 1985) soit le plus bas niveau jamais atteint (oui, je confirme, là, le niveau baisse) puisque aujourd'hui on se situe à un pourcentage des horaires consacrés aux fondamentaux de l'ordre de 57 % (par rapport aux 24 heures hebdomadaires d'enseignement – parce que oui, le très républicain Darcos, a lui aussi fait passer à la trappe 3 heures d'enseignement).

« En résumé, écrit Claude Lelièvre, le pourcentage des horaires dévolus aux fondamentaux (français et calcul ou mathématiques) par rapport au total hebdomadaire des horaires d'enseignement n'a guère varié : 57% en 1945, 55% en 1969 et à la fin des années 1970, 54% sous le ministère Chevènement, 57% en 2008. Mais (et ce mais est de taille…), l'horaire hebdomadaire des enseignements dans l'élémentaire est passé de 30 heures en 1945 à 27 heures en 1969, à 26 heures en 1989 et enfin à 24 heures en 2008 (avec en quelque sorte une diminution quasi proportionnelle

des horaires consacrés aux fondamentaux). A noter cependant que ce sont les horaires de français qui ont été le plus souvent concernés par les diminutions (au delà parfois de la proportionnelle) alors que ceux de calcul ou mathématiques ont fait plus que résister au ”reflux’ (tous cours confondus en moyenne hebdomadaire : 4 heures 15 en 1945, 5 heures en 1969, 6 heures vers la fin des années1970, 5 heures en 2008). Quant à l’ex-ministre de l’Education nationale Jean-Pierre Chevénement, le plus remarquable est qu’il ne s’est pas fait remarquer dans les faits en l’occurrence … »

Pour revenir au « happening » de Debout la France, assurément, Jean-Paul Brighelli, après avoir fait l’éloge du programme éducatif du FN (2), en a été l’un des artisans. Devenu le « délégué national à l’École de la République » du mouvement Debout la France (parce que, il faut le redire, quand la France entre en classe, il faut se lever!), il en a profité pour inviter les plus virulents représentants du déclinisme aigri. Outre, donc, Jean-Paul Brighelli, on se réjouissait de croiser Marc Le Bris (l’homme de la nuance qui dénonçait « la chemise brune ou Le Petit Livre rouge des enseignants modernistes. »), Charles Coutel (expert en dénonciation de « l’égalitarisme » et du « sociologisme »), Jean-Paul Mongin (et là, très sincèrement,je m’excuse d’avance si je commets une erreur avec un homonyme, mais mon moteur de recherche me présente ce Jean-Paul Mongin comme le « délégué général de SOS Éducation », l’ultra-libérale et ultra-réactionnaire association de lobbyisme – voir l’enquête de Luc Cédelle sur cette association très lucrative). Natacha Polony et Alain Finkielkraut étaient-ils occupés ailleurs, pas encore de retour de vacances… ?

Disons un mot sur le fond (du fond…) quand même, avec le billet publié dimanche soir par Dominique Jamet, le vice-président de Debout la France depuis 2012. Le Week-end a donc permis, selon lui, de dénoncer « Le crime intellectuel de Pierre Bourdieu » coupable d’ « avoir prétendu que l’école était le lieu de la reproduction des inégalités, alors qu’exactement à l’inverse l’école est le creuset où le plomb peut se transformer en or et où tous se voient offrir une chance de monter les barreaux de l’échelle sociale qu’ils ne trouveront pas ailleurs. » mais aussi à « L’imbécillité néfaste de ceux qui s’en prennent à l’enseignement de l’histoire, des langues anciennes, de l’orthographe, de la grammaire, de la littérature ».

Une école compatible avec le Médef ?

Auteur, en 1985 de “Apprendre pour entreprendre” Jean-Pierre Chevènement a-t-il croisé la route d’un autre invité de ces Universités d’été, Charles Beigbeder en personne, l’ancien du Medef, qui après avoir déclaré son admiration pour Marine Le Pen (« Je n’hésiterais pas une seconde et n’aurais aucun état d’âme à soutenir le FN ») est finalement revenu sur ses propos… (« J’ai simplement affirmé que je n’hésiterais pas une seconde à soutenir celui ou celle qui reprendrait mes propositions, quelle que soit son étiquette partisane (…) Et ce n’est pas le cas du programme du FN, loin de là, je tiens à être clair sur ce point. »)

Oui, mais décidément le monde des réac-publicains est bien petit, voire même étroit…

Ce « chevènementisme » a produit une génération de transfuges de la gauche vers la droite qui ont fait de l’école, inspirés par leur leader, le pilier de la reconquête nationale républicaine. Dans ses mémoires, Chevènement titre très à propos le chapitre consacré à l’éducation « L’école ou le détour républicain ». Que l’on songe à Natacha Polony, secrétaire nationale du Mouvement républicain et citoyen (MRC) et candidate aux législatives de 2002, devenue depuis l’égérie médiatique de « l’anti-pédagogisme » après un passage au Figaro en tant que journaliste chargée des questions éducatives. Mais aussi aux membres fondateurs du Collectif Racine – les “Enseignants patriotes du FN” (Yannick Jaffré, Valérie Laupies, Alain Avello, Gilles Lebreton), qui ont tous fait leurs premières armes dans le sillage du MRC de Jean-Pierre Chevènement. En 2012, le programme éducatif du MRC confirme la posture amorcée par son mentor en 1984 : « Rompre avec le pédagogisme et

“l’école des loisirs” » « La mission de l’école : fonder la nation, la citoyenneté, contribuer au développement économique, social et humain du pays. Le rôle de l’école est d’instruire et de transmettre des valeurs afin de former des citoyens éclairés et d’assurer la promotion sociale du plus grand nombre, de promouvoir le mérite et la sélection des meilleurs par la promotion de tous. »

Au cœur de cette mouvance, une mention spéciale doit être décernée à l’hebdomadaire Marianne – où Natacha Polony a fait ses classes – qui se distingue par la virulence de ses « analyses » en matière d’éducation qu’illustre par exemple cette Une toute en nuances du 1er mai 2015 « École, le massacre des innocents : la réforme stupide du collège, le mépris des savoirs, la fin de l’élitisme républicain, un système de plus en plus inégalitaire ». Le journal, dans la foulée, avait lancé une pétition contre la réforme du collège : « Le projet de réforme du collège annoncé par la ministre de l’Éducation nationale n’est rien d’autre que la poursuite idéologique de l’entreprise de démolition de l’école entamée depuis des décennies. Sous couvert de répondre aux vrais problèmes du collège unique, il met en place un système inique qui signe l’acte de décès de l’élitisme républicain dans le même temps qu’il abandonne les élèves en difficulté. … Car le combat qui s’ouvre ici dans l’intérêt de l’enfant est un combat qui nous concerne tous. C’est un combat contre toutes les formes de barbarie. Il faut arrêter le gâchis pendant qu’il en est encore temps, pendant qu’il reste encore dans ce pays un amour commun pour la transmission et l’instruction. Qui ne voit pas ici que l’enjeu n’est pas politique : c’est un enjeu de civilisation ! »

(1) Nicolas Dupont-Aignan, candidat de Debout la République (DLR) à l’Élysée, affirme qu’il pourrait choisir Marine Le Pen, candidate FN à la présidentielle, comme Premier ministre, s’il était élu, dans une interview au Figaro Magazine en 2012. Cette interview, publiée dans la rubrique “Dans la tête de”, se présente sous la forme d’un questionnaire avec réponses très courtes. Ainsi à la question “Un Premier ministre que vous pourriez choisir ?”, Nicolas Dupont-Aignan répond : “Marine Le Pen.”

(2) Le Point le 4 juin dernier : « Brighelli : et si le diable sauvait l’école ?